solidarité ouvrière

Organe de l'Alliance syndicaliste

(Courant syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste d'expression française)

TROISIEME ANNEE - NUMERO 31 | PRIX : 1 F — PUBLICATION MENSUELLE | NOVEMBRE 1973

GUERRE AU PROCHE-ORIENT

- **Impasse des luttes nationalistes**
- **La crise de l'énergie : une faille dans le système capitaliste**

Des membres des commandos palestiniens

« LES OUVRIERS, N'AYANT PAS DE PROPRIETE, N'ONT POINT D'INTERETS LOCAUX. TOUS LEURS INTERETS SONT D'UNE NATURE GENERALE, PAS MEME NATIONALE MAIS INTERNATIONALE. »

(BAKOUNINE)

sommaire

page 2 — LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT

page 3 — L'IMPRIMERIE LAROUSSE OCCUPEE

page 4 — LES HORAIRES A LA CARTE

page 5 — OU VA LA F.E.N. ?

PROCHE-ORIENT

• au-delà des nationalismes, c'est l'impérialisme international qu'il faut abattre

• la solidarité des travailleurs des pays industriels avec ceux du Proche-Orient passe par la destruction de leur propre bourgeoisie

Après le Vietnam, le Pakistan, le Biafra, le Proche-Orient est devenu le terrain de lutte des différents camps impérialistes par prolétaires interposés. Une fois de plus quand les « grands » s'affrontent indirectement, le problème se pose en termes de libération nationale.

Mais aujourd'hui, devant l'internationalisation du capital, le développement des firmes multinationales, l'emprise du marché capitaliste sur toute la planète, la notion de libération nationale a perdu tout son sens. **La constitution d'un « peuple » en Etat national, outre qu'elle consisterait à permettre aux bourgeois nationaux de mieux exploiter les prolétaires nationaux, ne viserait qu'à créer un Etat inévitablement lié à l'un ou l'autre impérialisme.**

Le monde étant entièrement partagé en zones d'influence impérialistes, les conflits « locaux » comme ceux du Proche-Orient visent à créer un nouveau partage du monde. Ainsi, aucun peuple ne peut « se libérer » sans l'aide de l'une ou l'autre puissance impérialiste et sans tomber sous la dépendance étroite de celle-ci. Les luttes de libération nationale ne sont donc plus que des moyens de fournir les boucheries inter-impérialistes en chair à canon de paysans et de prolétaires du tiers-monde.

Ces luttes ne constituent en rien un pas, une étape vers la révolution prolétarienne mondiale, mais un élément capital dans les solutions que tente d'apporter la bourgeoisie internationale aux contradictions du système en fournissant des débouchés à son économie de guerre.

Dans le concert de protestations qui se sont élevées contre la guerre, bien peu se sont inspirées de positions authentiquement internationalistes et prolétariennes y compris dans l'extrême gauche. Ainsi peut-on lire dans « Rouge » n° 225 :

« Dans la guerre en cours, aucun marxiste ne peut être neutre sous prétexte qu'il s'agit d'un conflit entre bourgeois. »

Dans la mesure où on pose l'alternative en ces termes : être neutre, ou soutenir l'une ou l'autre bourgeoisie, on montre une incapacité fondamentale à poser le problème sous l'angle de l'internationalisme prolétarien. Car, depuis quand celui-ci a-t-il préconisé la neutralité ? Une fois de plus, « Rouge » **raisonne avec les arguments de la bourgeoisie.**

Il ne s'agit ni d'être neutre ni de prendre position pour l'une ou l'autre bourgeoisie, mais de prendre position pour les masses prolétariennes, c'est-à-dire précisément à refuser le choix tel que le propose la bourgeoisie, ce dont « Rouge » **semble incapable.**

Cette guerre est menée par la bourgeoisie arabe pour recouvrer ses frontières d'avant le cessez-le-feu, et par la bourgeoisie israélienne pour maintenir ses acquis et obtenir des avantages décisifs. C'est un problème qui n'est pas celui du prolétariat arabe ou israélien.

D'une part, en Israël, il y a l'exploitation du prolétariat juif et palestinien (370 000 Palestiniens « israéliens » plus 70 000 importés des camps) au nom d'un nationalisme religieux ; d'autre, il y a l'exploitation du prolétariat arabe au nom d'un nationalisme arabe plus ou moins mystique. Il est de l'intérêt des bourgeoisies israéliennes et arabes, de détourner le prolétariat du Proche-Orient dans son ensemble de sa tâche, qui est de s'unifier dans ses organisations de classe, c'est-à-dire non pas sur des bases nationales ou religieuses mais internationales, et fondées sur le rôle dans la production.

Pour nous, il n'y a qu'une alternative : soutenir la bourgeoisie arabe ou israélienne, ou impulser à l'organisation des travailleurs arabes et israéliens contre leurs bourgeoisies respectives. L'une et l'autre s'excluent mutuellement, aucun panachage opportuniste n'est possible.

AU Moyen-Orient, les révoltes de la paysannerie pauvre et des masses prolétarisées sont une constante depuis le début du siècle. Après la première et la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie égyptienne s'est alliée au colonialisme anglais pour mater sauvagement des révoltes paysannes. La bourgeoisie palestinienne, entre 1936 et 1939, participa à la répression lors de grèves déclenchées par le prolétariat palestinien.

Aujourd'hui, le colonialisme anglais et français a été remplacé par l'impérialisme nord-américain ou russe, par la bourgeoisie israélienne, mais les féodaux et la bourgeoisie arabes demeurent.

Entre 1970 et 1973, les régimes arabes déciment les camps palestiniens avec la bienveillance de l'Egypte et de la Syrie, avec l'aide indirecte et directe d'Israël, empêchant les Palestiniens réfugiés chez eux d'apporter une aide militaire à leurs frères.

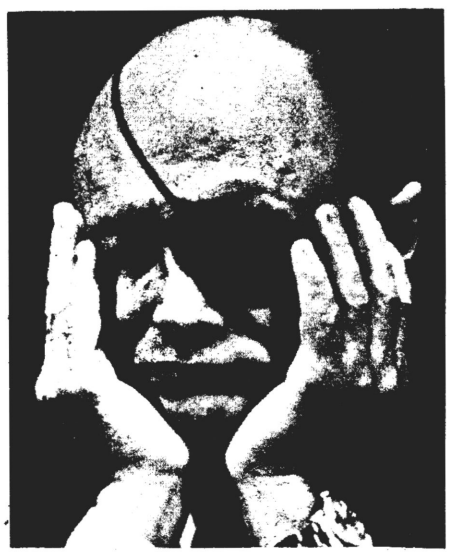
PANARABISME ET RESISTANCE PALESTINIENNE

La bourgeoisie palestinienne et la bourgeoisie arabe ont réussi de tout temps à contrôler le détonateur que constituent les masses prolétarisées palestiniennes, en créant par « en haut » un haut comité arabe. Aujourd'hui, elles organisent une « résistance palestinienne » dont les dirigeants ne font que représenter les intérêts des divers Etats arabes. Le principe de base de ces organisations est la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes, l'affirmation du respect des « Etats frères », et l'étouffement de toutes les divergences dans la lutte « unitaire » contre l'ennemi commun. C'est-à-dire que les organisations palestiniennes sont loin d'être formées sur des bases de classe du prolétariat palestinien. Parmi ces organisations, il y a l'O.L.P. dont le premier dirigeant fut Ahmed Choukeiri, appelé « le Tartarin de Palace » au Caire, marionnette au service de l'Etat égyptien. Ce monsieur qui endossait une tenue de combat pour se rendre dans la bande de Gaza n'oubliait jamais d'enlever son bracelet-montre en or avant de prendre la parole pour le remplacer par un autre, en acier... El Fatah, créé sous le contrôle de l'Egypte, est passé sous le contrôle financier de la Syrie. Le F.P.L.P. est financé par l'Irak, le F.D.P.L.P., considéré comme l'extrême gauche palestinienne, reste fidèle au principe de non-ingérence et de lutte unitaire, c'est-à-dire au principe de collaboration avec la bourgeoisie. Ainsi, il a pu écrire (« Lutte palestinienne » n° 3, 1969) :

« ... La question n'est pas d'entourer la Palestine d'Etats libérés du colonialisme ou du néo-colonialisme, ou d'Etats représentant la vraie gauche dans la région (...) Il n'est donc pas indispensable qu'il y ait d'abord la libération des masses arabes des régimes représentant la petite bourgeoisie ou se rattachant directement au colonialisme... »

On ne peut être plus clair : surtout, ne posons pas la question sociale...

Pour les masses palestiniennes prolétarisées, le principe de non-ingérence n'est que la couverture de la conservation sociale des régimes bourgeois arabes au Moyen-Orient. Les classes dominantes des Etats arabes se tiennent la main dans le but ouvertement reconnu de maintenir la paix sociale. Quant à la résistance palestinienne elle-même, elle ne touche qu'une infime minorité de réfugiés palestiniens, parmi 160 000 au Liban, 130 000 en Syrie, 700 000 en Cisjordanie, 300 000 sur le territoire de Gaza. Et pour cause. Essentiellement composé de fils de gros propriétaires fonciers expropriés, de notables, d'intellectuels, la résistance palestinienne vise avant tout, derrière le nationalisme exacerbé des dirigeants, à reconquérir des privilèges perdus. Loin de poser le problème en termes de classe, les dirigeants palestiniens s'allieront aux bourgeoisies arabes en place pour écraser tout mouvement d'émancipation sociale.



unité des travailleurs juifs et arabes sur des bases de classe !

CRISE SOCIALE EN ISRAEL

Le conflit qui oppose Israël et les Etats arabes a ses racines apparentes dans l'occupation d'une terre arabe par les juifs et l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens. L'occupation de cette terre, au nom d'antécédents historiques datant de 2 000 ans, pose deux types de problèmes, suscitant chacun deux types de contradictions. La pénétration, dans un contexte islamique, d'une enclave hébraïque avive de part et d'autre les mysticismes nationaux antagonistes, d'autant plus que tous deux sont profondément frustrés, l'un par la colonisation européenne, l'autre par les pogroms et la répression raciste. Mais ceci n'est pas une contradiction fondamentale, contrairement à ce que veut laisser croire la propagande sioniste. Rappelons que pendant les mouvements insurrectionnels de 1936-1939, les travailleurs palestiniens préconisaient la création d'un Etat où juifs, musulmans et chrétiens disposeraient de droits égaux.

L'autre contradiction, fondamentale elle, est créée, à travers l'implantation des Juifs européens en Palestine, par l'introduction du mode de production capitaliste dans des zones sous-développées et féodales.

Pour les anarcho-syndicalistes, l'existence d'un Etat n'est pas une situation de « droit » qui relève de la justice ou de l'injustice, mais une situation de fait. Les Etats se construisent tous par la violence, et Israël ne fait pas exception. Lors de la constitution de l'Etat d'Israël, les deux tiers des terres furent confisqués aux Palestiniens, souvent par la violence la plus barbare, par le rasage et la destruction à la dynamite de 385 villages sur 475.

L'Etat d'Israël n'a pu se construire que grâce à l'appui de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis après la guerre : il n'a pu se maintenir que grâce aux « réparations » versées par l'Allemagne (3,4 milliards de D.M.), au soutien économique et militaire des Etats-Unis : entre 1949 et 1969, 11 milliards de dollars du gouvernement U.S., 25 milliards de dollars de tranferts privés.

Mais malgré cette aide financière, la situation économique ne cesse de se dégrader. Le fossé s'accroît entre classes dominantes — surtout composées de Juifs européens arrivés avec leurs capitaux — et la classe exploitée, surtout composée de juifs venus des pays arabes et des 370 000 arabes de nationalité israélienne, auxquels il faut ajouter 70 000 Palestiniens venus des territoires occupés et travaillant en Israël.

La hausse des prix et des impôts, le blocage des salaires, la concentration de l'économie sur l'effort de guerre (20 % du produit national brut) et l'importation d'armement, la dévalorisation de la livre israélienne de 20 % en 1970, la répression des grèves et des manifestations de l'opposition, l'intégration de la centrale syndicale à l'Etat ouvrent les yeux à un nombre croissant de travailleurs.

Le mythe de la concorde nationale s'effrite avec l'accroissement du fossé entre les classes, créant ainsi, à terme, les conditions propices à l'unification de classe du prolétariat israélien et arabe dans le Moyen-Orient, seule issue possible à un conflit fratricide.

L'emprise des illusions nationales que la bourgeoisie diffuse, aggravée d'illusions religieuses, est d'une telle force que dans l'état actuel de la situation, il est difficile de s'y opposer en obtenant des résultats immédiats tangibles. Cependant, nous pensons que les travailleurs révolutionnaires arabes et israéliens ne doivent pas hésiter à se démasquer clairement face à ses illusions, en dépit de la répression qu'ils encourent, en dépit de l'isolement momentané dans lequel ils risquent de se trouver, en dépit de la tentation à un facile opportunisme de gauche.

Les internationalistes israéliens et arabes aujourd'hui, sont certainement très loin de constituer une force suffisante. Mais ils ne doivent pas oublier qu'en septembre 1915, les internationalistes de la conférence de Zimmerwald — quelles qu'aient pu être les positions que certains d'entre eux ont développés par la suite — tenaient dans trois voitures...

IL N'Y A PAS DE BOURGEOISIE « PROGRESSISTE » !

LE VERITABLE ENNEMI ? C'EST LA BOURGEOISIE INTERNATIONALE !

réalités quotidiennes écho des luttes ouvrières

Contre les licenciements :

les travailleurs occupent l'imprimerie Larousse

LA menace de fermeture de l'imprimerie Larousse n'est que la dernière en date des attaques contre l'emploi dans le livre.

Depuis 1969, dans la seule région parisienne, près de cinquante entreprises du livre ont fermé leurs portes, d'autres ont connu ce qu'il convient dans les milieux patronaux d'appeler des « baisses d'activité ». Il faut y ajouter les concentrations et les décentralisations (par exemple l'absorption de l'imprimerie Crété de Corbeil par le groupe Chaix-Desfossés-Néogravure). Coût global pour les travailleurs : environ 6 000 licenciements depuis le 1er janvier 1969.

L'agglomération lyonnaise connaît également de graves difficultés : 600 emplois perdus en trois ans. Et d'une façon générale la situation pour les travailleurs du livre est partout difficile.

CHEZ LAROUSSE

C'est le 29 juin 1973 que le comité central d'entreprise des éditions Larousse était convoqué par la direction générale. Celle-ci annonçait son intention de procéder à la fermeture de l'établissement de Montrouge, c'est-à-dire l'imprimerie. Cette imprimerie emploie 183 travailleurs.

Comme souvent en pareil cas, la direction disposait de tout un arsenal de « bonnes raisons » et d'arguments. Pour satisfaire les goûts de la clientèle, pour s'engager sur la voie du progrès et des nouvelles techniques, il fallait moderniser l'atelier d'impression. Mais voilà le problème : l'entreprise n'a pas de sous ! Le plan d'investissement étudié par la direction représente un coût global de 13 700 000 F étalé sur trois ans. Mais cela « remettait en cause l'équilibre de l'entreprise Larousse en général... ». Parlons-en un peu de cet « équilibre » : pour l'exercice 1972, le rapport de l'expert-comptable fait apparaître un bénéfice net de 7 812 363,42 francs contre 4 822 654,90 francs en 1971. Il a été distribué aux actionnaires, à titre d'intérêts statutaires et de superdividende, une somme de 2 520 000 francs... En revanche, les « frais de personnel » n'ayant augmenté que de 3,1 millions, soit de 7,75 %, l'excédent brut d'exploitation s'élève de 18,6 à 24,4 millions, soit une progression de 31,41 %.

Mais, pour les patrons, il faut augmenter toujours et encore plus les profits.

En jouant sur la concurrence entre les patrons des industries graphiques, ils entendent réduire les coûts de l'impression. Ce qui se traduit par 183 travailleurs à la porte.

ET MAINTENANT ?

Les travailleurs du livre parisien ont réagi par les manifestations, par la grève du 25 octobre. Les travailleurs de l'imprimerie Larousse par l'occupation. Cette occupation n'a pas été, comme le voudraient certains, un acte spontané et consciemment révolutionnaire. Elle a été, comme toujours, le fruit de l'organisation préalable des travailleurs. Elle sera peut-être efficace dans la mesure où les travailleurs du livre, les travailleurs organisés en général, lui apporteront leur soutien.

D'aucuns demandent déjà si les travailleurs de Larousse vont se mettre à vendre à leur compte des dictionnaires et des encyclopédies. Ce serait trop facile si la lutte pour la défense de l'emploi prenait toujours et partout la même forme, si elle aboutissait toujours à des actions « exemplaires ». Ce n'est pas dans tel ou tel journal, chez tel ou tel de ces « conseillers techniques » chers à Rocard, que les travailleurs iront chercher la voie à suivre. **Tenant compte des réalités,** ils détermineront, dans leurs organisations de classe, la suite à donner à leur combat. Pour cela, ils doivent en décider eux-mêmes et ne pas se laisser détourner de leur action pour satisfaire les espoirs électoralistes de certains dirigeants ou des intérêts étrangers à ceux de la classe ouvrière.

HORAIRES A LA CARTE

NOUVELLES MÉTHODES

MÊME EXPLOITATION

HORAIRES à la carte, autonomie sans surveillance, enrichissement des tâches... les formules alléchantes pour nous inciter au travail semblent actuellement fleurir comme les pâquerettes au printemps. Les dirigeants capitalistes se transformeraient-ils en bons samaritains ou bien serait-ce encore un nouveau piège gentiment tendu ? Essayons d'y regarder d'un peu plus près.

LES EXPERIENCES

Chez Rhodiacéta, à Besançon, 150 O.S. ont été constitués en équipes dont chacune confie à tour de rôle à ses membres les différentes tâches. Chaque mois, un bilan est établi avec des représentants de la hiérarchie.

A l'usine Renault du Mans, une expérience très limitée est tentée sur la chaîne des R5 : au lieu de monter les trains avant ou arrière des voitures, 6 O.S. ont été choisis pour monter l'ensemble de l'organe.

A l'usine Télémécanique de Nogent-le-Rotrou les ouvriers choisissent eux-mêmes leur cadence... à l'intérieur d'une fourchette fournie par la direction. Il en est de même aux fromageries Bel où les petits cubes de fromage pour cocktail sont fabriqués suivant des cadences choisies par les ouvriers... en fonction d'un objectif journalier fixé par la direction.

Aux usines Peugeot de Mulhouse, le travail parcellaire à la chaîne a été limité à des opérations de 3 minutes au lieu d'une minute...

Chez Gervais-Danone, à la S.N.P.A., dans certains centres de Sécurité sociale, l'horaire à la carte a été institué. Le personnel choisit son heure d'arrivée et de sortie, à condition bien sûr de faire le nombre d'heures voulues. Cela veut dire que si votre train a une demi-heure de retard, vous serez obligé de quitter votre travail une demi-heure plus tard.

LE BILAN POUR LES SALARIES

C'est justement sur ce dernier point que le bât blesse. Au premier abord certaines personnes ont trouvé ces méthodes absolument révolutionnaires. Malheureusement elles ne voyaient le problème qu'à court terme.

Si la chaîne de l'esclave est plus longue, elle n'en est pas pour autant supprimée. C'est la direction qui propose les différentes formules de cadences, c'est toujours la direction qui fixe l'objectif journalier. Dans le cas de l'horaire à la carte, l'ordinateur est là qui vous repère si vous n'avez pas fait vos 40 ou 45 heures à la fin de la semaine. Le métier de chronométreur n'a pas disparu, les sanctions et les avertissements non plus.

En ce qui concerne le système des rotations de postes (travail de précision le matin, travail nécessitant une moindre suveillance l'après-midi), si la monotonie diminue un peu, la formation technique supplémentaire n'est pas toujours respectée, tandis que la fatigue physique et nerveuse augmente.

Mais les griefs les plus importants sont d'une part la démobilisation de certains travailleurs qui risquent de ne plus s'associer aux revendications, la crainte de voir les O.S. « maîtres de leur temps » travailler plus pour gagner plus (tout dépend des objectifs fixés par la direction et les bureaux de méthodes).

CONCLUSION PROVISOIRE

Il est certain que le libre choix des horaires peut constituer, dans une certaine limite, un élément rendant le travail plus « agréable ». Mais ne nous fions pas aux sentiments humanitaires des patrons. Les avantages, c'est surtout eux qui en profitent : en rendant difficiles, sinon impossibles les réunions des travailleurs ou les distributions de tracts, cela contribuera grandement à démobiliser. Et on peut se demander à quoi cela servira d'avoir des horaires à la carte s'il nous faut travailler autant. Or, la diminution des horaires de travail n'est pas vue d'un bon œil par les employeurs...

LE BILAN POUR LE PATRONAT

Lorsqu'il a entendu parler de ces nouvelles méthodes, le patronat français s'est quelque peu fait tirer l'oreille pour les expérimenter, d'autant plus que cela lui demandait au départ un effort financier important. Et puis, les premiers bilans sont venus d'Outre-Rhin, de Suisse, des pays scandinaves.

L'horaire à la carte par exemple faisait diminuer l'absentéisme de courte durée (50 % chez Messerschmidt en R.F.A.), ainsi que les démissions de salariés et le nombre d'heures supplémentaires. Pour arranger encore mieux les choses, le gain de production augmentait sensiblement (2 % en R.F.A.) et le climat social s'améliorait... que pouvait demander de plus les dirigeants : des bénéfices plein les poches, et des ouvriers bien tranquilles.

F. E. N. : ISOLEMENT, INACTION ET DISSENSIONS INTERNES

A la fin du mois de novembre va se tenir le congrès de la F.E.N. Les dernières élections au bureau national du S.N.I. (syndicat national des instituteurs) ont quelque peu conforté la position des dirigeants réformistes de la fédération, sans toutefois éliminer entièrement les possibilités d'une remontée du courant « Unité et Action ». C'est sans doute pour ces raisons que les dirigeants réformistes ont publié un numéro spécial du mensuel fédéral « l'Enseignement public » sur les risques d'éclatement de l'organisation. Qu'en est-il ?

LES FAITS

Les discussions salariales dans la fonction publique ont repris à la rentrée avec le ministère de tutelle. Pour appuyer les revendications, les fédérations de fonctionnaires C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T. et F.E.N. avaient déposé un préavis de grève pour le 11 octobre. Quelques jours avant, le ministère octroie quelques miettes, la plus consistante étant un « réajustement » de 3 %. Les autres fédérations maintiennent leur mot d'ordre de grève. La F.E.N., ou du moins ceux qui la représentent, considérant que le gouvernement avait « cédé à notre ultimatum », retire le sien. Après « consultation des syndiqués », quatre syndicats nationaux à majorité « Unité et Action » — le S.N.E.S. (enseignement secondaire), le S.N.E.P. (éducation physique), le S.N.E.-Sup. (enseignement supérieur) et le S.N.C.S. (chercheurs) — maintiennent le leur et participent à la grève « dans l'unité avec tous les fonctionnaires ». D'où le différend entre ces syndicats (et à travers eux la tendance qui les anime, elle-même animée par les militants du Parti communiste) et la direction fédérale (animée par des réformistes, des collaborateurs de classe de diverses obédiences et des militants du P.S.) qui se prétend seule qualifiée pour traiter des problèmes salariaux concernant l'ensemble de personnels qu'elle représente.

LE REFORMISME ORGANISE

Les syndiqués de la F.E.N. ont donc tous reçu un petit pamphlet « unitaire » de quatre pages, où sont rappelés des précédents du même genre — conflit entre syndicats nationaux et direction fédérale —, la vocation « unitaire » de l'organisation, où les « anti-unitaires » sont pourfendus, bref où on crie « Au loup ! au loup ! »... avant le congrès et après une période caractérisée par l'inaction.

Cette polémique, qui mêle adroitement la vertu outragée et les arguments de bas niveau, est accompagnée d'un projet de résolution — « unitaire » bien entendu — pour le prochain congrès. Qui donc va bien oser refuser d'y souscrire ? Les « méchants », bien entendu.

Le fil est un peu gros, mais il pourrait servir aux militants de la tendance « Front unique ouvrier » (issue de l'O.C.I., ou groupe Lambert) pour se donner bonne contenance : ils apportent leur soutien, et on leur offre un siège à la direction. Un tabouret, peut-être, un strapontin sûrement, mais une place à la direction, une petite place...

On peut voir en tout cas à travers cet exemple que tout comme les léninistes, les réformistes savent eux aussi s'organiser pour garder la direction des organisations syndicales. Disposant de la presse de l'organisation, ils l'utilisent de façon « unitaire, indépendante et démocratique », c'est-à-dire qu'ils réservent son usage à eux et à eux seuls...

LES TENDANCES

Cette petite guerre des tendances avant le congrès est elle aussi significative de la vocation « unitaire » d'un syndicalisme qui prétend unifier le mouvement ouvrier d'abord en s'isolant de lui, c'est-à-dire par exemple en ne participant plus au travail horizontal, interprofessionnel, dans les localités, ensuite en cristallisant les divergences, en organisant la division par le système de la représentation non des syndiqués mais des tendances. Lesquelles tendances sont bien sûr animées par des « indépendants », indépendants non de leurs partis respectifs, mais de l'organisation syndicale, elle-même bientôt réduite à l'indépendance vis-à-vis du socialisme et de la lutte de classes...

L'unité du mouvement ouvrier ne passe pas par l'institution, la sanctification des divergences entre les courants ouvriers ou dits ouvriers dans un système de représentation de type parlementaire, où chacun cherche à étendre « démocratiquement » sa zone d'influence sur l'organisation syndicale. Elle passe par l'organisation des travailleurs salariés sur une base de classe, se donnant des perspectives réellement révolutionnaires, qui passent par le renforcement à tous les niveaux de l'organisation syndicale, par la prise en charge par les travailleurs de leurs combats, par la représentation non des tendances mais des sections, locales et départementales.

La seule unité possible du mouvement ouvrier ne peut se faire que sur les bases du syndicalisme-révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme.

« SOLIDARITE OUVRIERE » NE VIT QUE PAR LE SOUTIEN DE SES ABONNEMENTS ET DES MILITANTS DE L'ALLIANCE SYNDICALISTE. N'OUBLIEZ PAS DE VOUS ABONNER OU DE VOUS REABONNER.

Le 19 octobre, à Paris

où en sont les travailleurs de Lip ?

ORGANISE par l'union locale C.F.D.T. du 9e arrondissement, rue Henner, un meeting-débat a eu lieu sur la grève de Lip, avec la présence de militants du comité d'action. Un très court exposé de la situation a vite laissé la place a un intéressant débat.

Tout d'abord, les camarades de Lip ont insisté sur l'effort d'organisation qui avait été fait dans l'entreprise depuis des années, sur l'importance donnée à l'information des travailleurs, l'heure et demie d'information payée ayant permis de sensibiliser la quasi-totalité des travailleurs à la lutte syndicale et mobiliser une dure riposte lors de la tentative de licencier trente d'entre eux en 1971.

Dans la grève, le comité d'action est un puissant facteur d'organisation et d'unité permettant de faire participer tous les travailleurs, y compris les non-syndiqués : **« Il ne faut pas laisser les gens inactifs, mais leur apprendre à se battre ensemble. »** Dans les négociations, le C.A. a su s'imposer à égalité avec les syndicats.

En ce qui concerne le plan Giraud, les camarades de Lip ont montré qu'il s'agit ni plus ni moins de faire accepter le plan de réduction d'effectifs et de production que la société suisse Ebauches S.A. avait essayé d'imposer. En fait, l'intransigeance forcenée de Giraud à refuser toute discussion montre bien qu'il s'agit d'un problème politique : il faut une défaite ouvrière pour éviter que l'exemple se propage.

« Si le gouvernement avait dépensé autant d'argent à nous aider qu'à nous faire ch..., il y a longtemps que le problème serait réglé. »

Faisant allusion à la tentative de reprise du travail amorcée par la C.G.T., les camarades ont dit que c'était une véritable trahison, **« une grande baffe à la classe ouvrière »**. A la suite de cette tentative, il ne resterait plus à la C.G.T. de Lip que la cellule communiste. Cependant, il ne faut pas couper les ponts avec la C.G.T., mais **« toucher ses adhérents par la base »**.

En conclusion, les camarades de Lip ont affirmé que **« toutes nos revendications sont la base de toutes les revendications ouvrières de France »**.

Dans le cours du débat, nous avons eu l'impression, par quelques allusions, que les camarades de Lip avaient conscience de se trouver dans une impasse : **« On ne peut vaincre militairement »**, et que la solution se trouvait dans une action d'envergure du prolétariat.

« L'enjeu de la bataille n'est pas de tenter une expérience autogestionnaire : l'autogestion n'est pas une simple technique de gestion, c'est un autre type de pouvoir de décision, c'est un autre type de pouvoir économique, qui n'est possible qu'en système socialiste. Ce qui est vrai, c'est que le type de lutte menée, le contrôle ouvrier mis en place, permettent d'avancer vers l'autogestion socialiste. »

(Texte d'un panneau aménagé par les membres du C.A. Lip au meeting.)

—o—

Dans Force Ouvrière

LES ANARCHO-SYNDICALISTES AVEC LES TRAVAILLEURS DE LIP

Des militants anarcho-syndicalistes, adhérents à la CGT/Force Ouvrière, réunis à Paris les 20 et 21 octobre

— se déclarent solidaires des travailleurs de LIP qui défendent leur droit au travail par le refus de tout licenciement et le maintien des avantages acquis,

— condamnent l'intervention des forces de police,

— étant entendu que le régime capitaliste ne saurait connaître d'autre loi que celle de la propriété privée des moyens de production et de la recherche du profit, saluent les travailleurs de LIP qui ont su adopter des méthodes de lutte tournant la légalité et popularisant les idées de gestion ouvrière contenues dans la Charte d'Amiens (le rapport de force ne permettant pas de faire plus).

— saluent également les travailleuses de l'usine de confection de Cerizay qui utilisent des méthodes analogues pour la défense du droit syndical dans leur entreprise,

— rappellent à cette occasion que seule l'action des travailleurs organisés dans leurs syndicats peut faire reculer le patronat et l'Etat.

vie de l'Alliance

le meeting commun du 26 octobre

VENDREDI 26 octobre a eu lieu rue de Rennes à Paris un meeting organisé conjointement par la Fédération anarchiste et la Région parisienne de l'Alliance, sur l'autogestion, dans la perspective des grèves qui ont récemment illustré l'actualité sociale : Lip et Cerizay.

Devant une salle pleine au point que des auditeurs stationnaient dans l'escalier, les orateurs de la F.A. et de l'Alliance ont montré que ces grèves ne constituent en rien un processus d'autogestion mais un moyen d'action directe de défense contre les licenciements, comme les travailleurs de Lip eux-mêmes le disaient.

En ce qui concerne les interventions de l'Alliance, les camarades qui étaient à la tribune ont rappelé que l'autogestion ne **« peut être que le résultat d'un processus révolutionnaire international lors duquel les travailleurs auront détruit l'Etat, liquidé la résistance de la réaction et établi fermement les bases de leur pouvoir »** ; que **« l'autogestion est la forme d'organisation de la société par la classe ouvrière après la révolution »** et, enfin, **« qu'elle ne saurait en aucun cas se limiter à la gestion d'une usine par un collectif d'ouvriers »**.., car **« le capitalisme ne s'écroulera que par un acte violent, conscient et organisé du prolétariat »**. Une brève mise au point de la situation du capitalisme international a été faite, du rôle des firmes multinationales en particulier, afin de bien montrer que l'autogestion ne pourra devenir une réalité que dans le cadre d'une économie socialiste mondiale.

Rappelant la tragique expérience chilienne, notre camarade a insisté sur la nécessité que les travailleurs soient armés et organisés pour la lutte, sur la nécessité d'établir un rapport de forces favorable, signifiant **« l'alliance de la paysannerie et du prolétariat, la neutralisation complète de la petite bourgeoisie, et la coopération des intellectuels, cadres et techniciens au programme révolutionnaire de construction socialiste autogestionnaire »**.

Une violente critique des récupérations et des falsifications de l'autogestion a été faite, ainsi qu'un bref historique des différentes tendances du mouvement « socialiste », avec leurs positions face à l'autogestion, révélant ainsi l'opportunisme de certains courants sur la question. Enfin, il a été rappelé la confusion des positions de la C.F.D.T. qui prétend établir l'autogestion **« dans le cadre d'une économie " décentralisée " en conservant les mécanismes du marché »**.

Après l'intervention de Maurice Joyeux — qui ne laisse jamais un auditoire indifférent — un court débat eut lieu au cours duquel en particulier un camarade de « Révolution internationale » intervint « en tant que marxiste non léniniste » pour montrer que les anarchistes étaient fondamentalement dans l'erreur, le véritable problème « n'étant pas de s'emparer des usines, mais de détruire l'Etat ». Prenant appui sur l'exemple des grévistes de Lip qui « vendaient » des montres — alors qu'il avait été précisé qu'il ne s'agissait en rien d'autogestion mais d'une action de défense dans le cadre capitaliste —, ce camarade a voulu prouver que nous semblions incapables de comprendre que le socialisme était incompatible avec la vente de marchandises et le maintien du marché mondial. Il a en fait prouvé qu'il n'avait pas écouté nos interventions. Maurice Joyeux lui a d'ailleurs justement fait remarquer que lorsqu'on travaille dans une entreprise, il est indispensable, pour commencer, de mener une action révolutionnaire à l'intérieur de celle-ci...

Permanence région parisienne : tous les mardis de 19 h 30 à 22 heures, 21 rue Jean-Robert, Paris-18e - métro Marx-Dormoy.

★

Permanence de Bordeaux : 7 rue du Muguet, tous les samedis de 15 à 17 heures.

★

Groupes de Lyon et de l'Est : écrire au journal.

★

Pour la Suisse : B.P. 44, Les Eaux-Vives, Genève.

★

Correspondance pour le journal : B.P. 31, Saint-Cyr-l'Ecole (78).

★

Abonnement : un an : 10 F - Abonnement de diffusion, un an, 5 exemplaires par mois : 45 F ; 10 exemplaires : 90 F ; 20 exemplaires : 175 F.

★

Verser les fonds à : **Claudine TOUBLET, C. C. P. 7 297-72 PARIS.**

Directeur de la publication : GEORGES YVERNEL

Imprimerie N.P.P., Paris-20e